

BILAN 2019

**des journalistes tués,
détenus, otages et disparus
dans le monde**

**REPORTERS
SANS FRONTIERES**
POUR LA LIBERTE DE L'INFORMATION

1	LE BILAN EN BREF	p. 3
2	NOTE MÉTHODOLOGIQUE	p. 4
3	LES JOURNALISTES TUÉS	p. 5
	3.1 En chiffres	p. 5
	3.2 Des lignes de front moins meurtrières	p. 8
	3.3 L'Amérique latine, le continent des tristes records	p. 10
	3.4 Manifestations et investigation : les dangers d'aujourd'hui	p. 11
4	LES JOURNALISTES DÉTENUS	p. 12
	4.1 En chiffres	p. 12
	4.2 Quand la Chine emprisonne en masse	p. 13
	4.3 L'arbitraire des prisons proche-orientales	p. 15
	4.4 Des prisonniers en grand danger, faute de soins	p. 17
5	LES JOURNALISTES OTAGES	p. 19
	5.1 En chiffres	p. 19
	5.2 Des otages lourdement condamnés	p. 21
	5.3 Le calvaire sans fin des otages en Syrie	p. 22
6	LES JOURNALISTES DISPARUS	p. 23
7	LES RECOMMANDATIONS DE RSF	p. 24

À propos de RSF

Fondée en 1985, **Reporters sans frontières (RSF)** œuvre pour la liberté, l'indépendance et le pluralisme du journalisme partout sur la planète. Dotée d'un statut consultatif à l'ONU et à l'Unesco, l'organisation basée à Paris dispose de 14 bureaux et sections dans le monde et de correspondants dans 130 pays. Elle soutient concrètement les journalistes sur le terrain grâce à des campagnes de mobilisation, des aides légales et matérielles, des dispositifs et outils de sécurité physique (gilets pare-balles, casques, guide pratiques et assurances) et de protection digitale (ateliers de sécurité numérique). L'organisation est devenue aujourd'hui un interlocuteur incontournable pour les gouvernements ainsi que les institutions internationales, et publie chaque année le Classement mondial de la liberté de la presse, devenu un outil de référence.

LE BILAN EN BREF



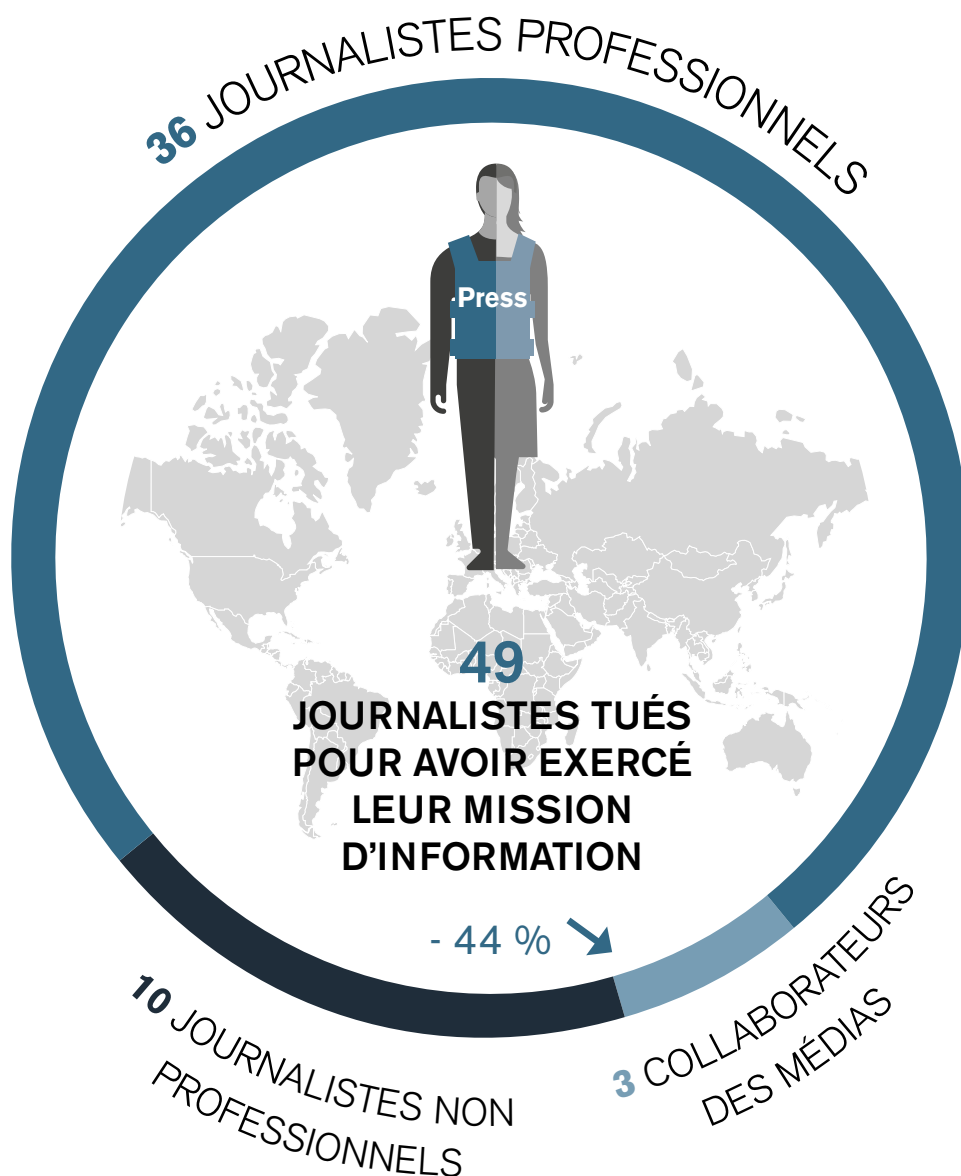
Le décompte total du bilan 2019 établi par Reporters sans frontières (RSF) intègre les journalistes professionnels et non professionnels ainsi que les collaborateurs de médias. Dans le détail, le bilan distingue ces différentes catégories afin de permettre des comparaisons d'une année sur l'autre.

Établi chaque année depuis 1995 par RSF, le bilan annuel des exactions commises contre les journalistes se fonde sur des données établies tout au long de l'année. RSF procède à une collecte minutieuse d'informations permettant d'affirmer avec certitude, ou du moins avec une très forte présomption, que la détention, l'enlèvement, la disparition ou la mort d'un journaliste est une conséquence directe de l'exercice de sa profession.

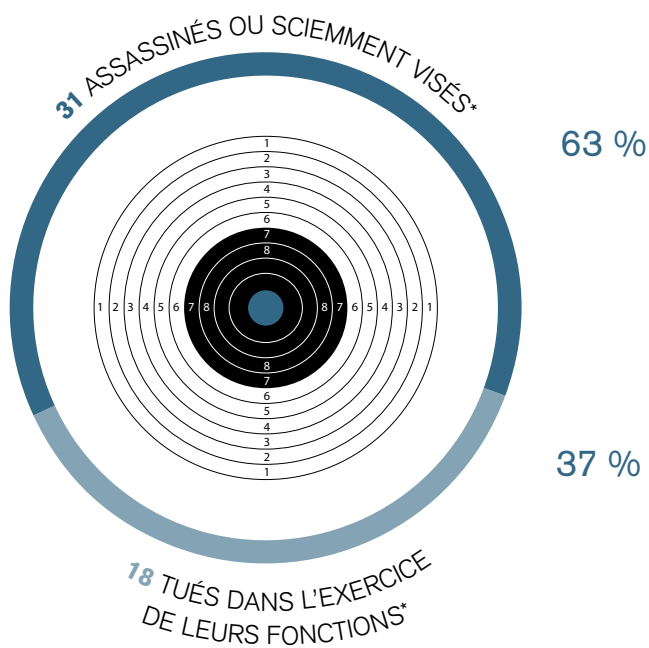
RSF distingue les cas de journalistes tués délibérément en raison de leur profession et ceux morts sur le terrain, lors d'un reportage, sans avoir été visés spécifiquement. Les cas sur lesquels l'organisation n'a pas encore pu réunir les éléments nécessaires pour statuer sur le lien entre l'activité journalistique et l'exaction demeurent en cours d'investigation et ne sont pas comptabilisés dans ce bilan.

LES JOURNALISTES TUÉS

3.1 En chiffres



LES JOURNALISTES TUÉS



* ASSASSINÉS OU SCIEMMENT VISÉS :

journalistes tués délibérément en raison de leur profession

* TUÉS DANS L'EXERCICE DE LEURS FONCTIONS :

journalistes tués sur le terrain sans avoir été visés en tant que tels



46 hommes
(94 %)



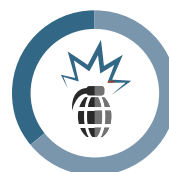
3 femmes
(6 %)

49
journalistes
locaux
(100 %)



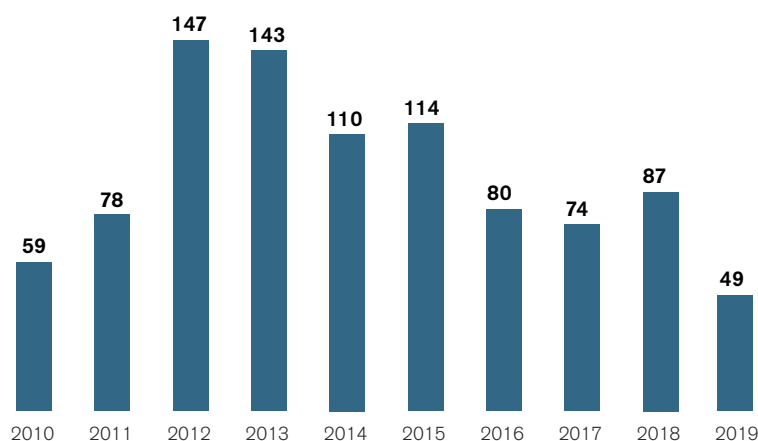
0
journalistes
étrangers
(0 %)

20
en zone
de conflit
(41 %)



29
en zone
de paix
(59 %)

941 journalistes tués en 10 ans



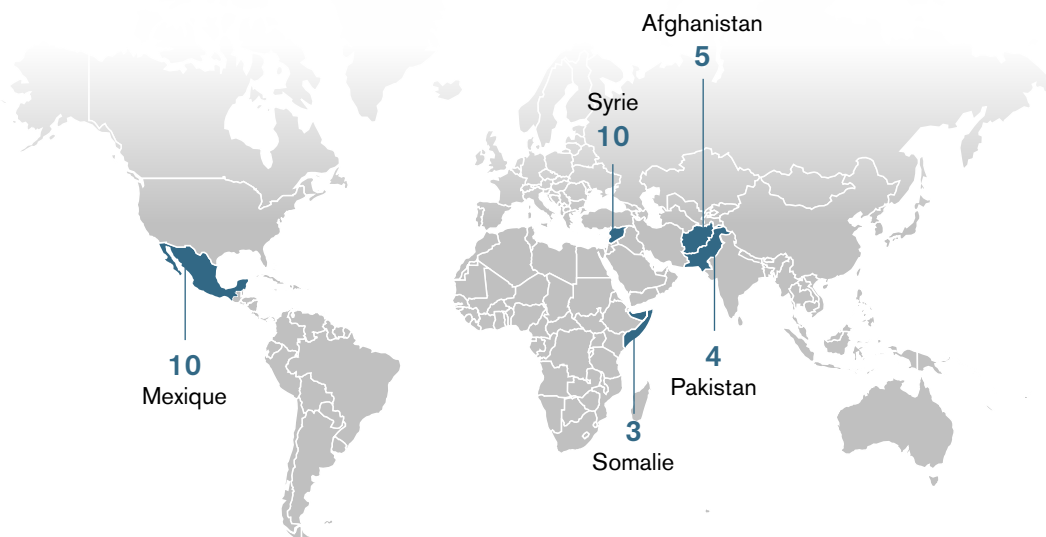
L'année la moins meurtrière depuis 16 ans

Au titre de l'année 2019 (entre le 1^{er} janvier et le 1^{er} décembre), Reporters sans frontières (RSF) a recensé 49 journalistes tués dans le cadre de leurs fonctions. **Ce chiffre « historiquement bas », en comparaison avec la moyenne des dernières décennies, traduit essentiellement la baisse du nombre de journalistes tués lors des conflits armés.** Globalement, le nombre de morts dans les pays dits en paix reste aussi élevé d'une année sur l'autre : le Mexique compte le même nombre de tués que l'année précédente, à savoir 10. En revanche, les conflits en Syrie, en Irak, au Yémen et en Afghanistan ont été moins meurtriers pour les journalistes que les années précédentes.

Il faut remonter à l'année 2003 pour avoir un nombre de journalistes tués aussi peu élevé. Cette baisse spectaculaire de 44 % du nombre de journalistes tués par rapport à l'année dernière se répercute sur l'ensemble des catégories : les journalistes professionnels (36 tués au lieu de 66 en 2018) ; non professionnels (10 tués au lieu de 13 en 2018), et les collaborateurs de média (3 tués contre 5 en 2018). Fait nouveau cette année : aucun journaliste n'a perdu la vie lors d'un reportage à l'étranger, l'ensemble des tués l'ayant été dans leur propre pays.

Cette année se caractérise également par une inversion de tendance : **il y a désormais plus de morts dans les pays en paix (59 %)** que dans les zones de conflit, alors que l'année précédente, la majorité des journalistes (55 %) avaient été victimes d'une guerre ou d'un conflit de basse intensité. Ces chiffres en expliquent un autre : 63 % des journalistes tués ont été assassinés ou sciemment visés, soit 2 % de plus qu'en 2018.

Les pays les plus meurtriers



3.2 Des lignes de front moins meurtrières

Moyen-Orient

L'évolution des conflits qui continuent de déchirer le Moyen-Orient explique en grande partie des statistiques en baisse. Depuis que la Syrie a basculé dans la guerre civile il y a plus de huit ans, cette année est la moins meurtrière pour les journalistes : **10 morts ont été enregistrés en 2019**, dont 2 tout récemment lors de [l'offensive menée par Ankara à la frontière turco-syrienne contre les Kurdes](#) des Unités de protection du peuple (YPG), et un autre lors d'un bombardement de l'aviation russe dans la région d'Idlib. Certes, la Syrie reste le pays qui compte le plus grand nombre de morts avec le Mexique, mais on est loin des années noires, 2012 et 2013, avec respectivement 64 et 69 tués.

À mesure que le groupe État islamique (EI) s'est retrouvé [acculé aux confins orientaux de la Syrie](#), dans des zones désormais sous contrôle des forces arabo-kurdes soutenues par une coalition internationale, les [journalistes et photographes étrangers ont pu relater](#) la fin du califat autoproclamé de l'EI sans compter de victimes dans leurs rangs.

Yémen

Au Yémen, le bilan moins meurtrier de cette année (2 morts contre 8 en 2018) est surtout révélateur d'une baisse d'activité des journalistes locaux plutôt que d'une accalmie des combats. **De moins en moins de journalistes yéménites sont en mesure d'exercer leur profession dans des conditions acceptables de sécurité.** Au-delà des risques liés aux affrontements, un journaliste local peut être agressé, enlevé, arrêté arbitrairement par les forces belligérantes et maltraité, voire torturé, avant d'être [condamné à mort](#) (cf. chapitre 5 - Les journalistes otages).

Les informations recueillies sur place par RSF confirment que le niveau de dangerosité est devenu si élevé que nombre de journalistes yéménites préfèrent cesser leur activité. C'est ainsi qu'un rédacteur en chef du journal *Al Tafaseel* est aujourd'hui vendeur d'objets d'occasion, qu'un journaliste du quotidien *Al-Thawra* officie désormais comme serveur dans un restaurant de la capitale, Sanaa, ou qu'un autre qui travaillait pour le journal *Akhbar al-Youm* vend à présent des blocs de glace.

Afghanistan

Dans une autre région du monde, en Afghanistan, **la couverture médiatique s'est également réduite.** Le nombre de correspondants étrangers basés à Kaboul a été divisé par deux depuis 2014. Des conditions de sécurité dégradées avec l'intensification des attentats contre les civils et un intérêt médiatique moindre, lié notamment au retrait progressif des troupes étrangères, expliquent une présence et une exposition moins importantes des correspondants étrangers. D'autres facteurs contribuent également à faire baisser le nombre de morts en 2019 (5 contre 16 en 2018, 15 en 2017, 10 en 2016). Contrairement aux années précédentes, [les attentats ou les attaques visant directement les journalistes ou les médias ont été moins meurtriers.](#) Les journalistes afghans ont aussi appris à moins s'exposer en groupe et à réduire leurs déplacements sur le terrain pour limiter les risques d'être pris pour cible.

Au-delà de l'Afghanistan les reporters sont de mieux en mieux préparés et formés aux zones de conflit, et souvent mieux équipés en matériel de protection - des conditions qui participent à réduire les risques encourus en terrain hostile.

3.3 L'Amérique latine, le continent des tristes records

La baisse du nombre de journalistes tués dans les pays en guerre met en lumière une réalité souvent oubliée : **l'Amérique latine reste une région particulièrement instable et dangereuse pour les professionnels de l'information.** Avec un total de **14 tués** (10 morts au Mexique, 2 au Honduras, 1 en Colombie et 1 en Haïti), l'Amérique latine est devenue une zone aussi meurtrière pour les journalistes que le Moyen-Orient meurtri par ses conflits fratricides. La gravité de la situation est peut-être pire que ne le dévoilent les statistiques : au total, 10 autres journalistes ont été assassinés au Brésil, au Chili, au Mexique, au Honduras, en Colombie et en Haïti en 2019, mais leurs cas ne figurent pas à ce jour au [baromètre de RSF](#), car ils font toujours l'objet de vérifications. Les lenteurs, voire les manquements de la justice des différents pays concernés empêchent de faire toute la lumière sur ces meurtres.



Norma Garabia Sarduja
© Excelsior Televisión (Youtube)

Dans la zone Amérique, qui a enregistré dans le dernier [Classement mondial de la liberté de la presse](#) la [plus grande dégradation de son score régional](#), **le Mexique** cumule à lui seul d'autres records. Celui, tout d'abord, du **plus grand nombre de tués en 2019 dans un pays en paix : 10 au total**, soit autant que dans la Syrie en guerre. Ensuite, la probabilité que les commanditaires de ces meurtres soient jugés un jour est quasi nulle, car le pays se distingue aussi par le taux d'impunité des crimes commis contre les journalistes, qui dépasse 90 %.



Francisco Romero Diaz
© Source : Facebook

L'assassinat de la journaliste [Norma Garabia Sarduja](#) dans l'État du Tabasco (sud-est du Mexique), qui avait en vain réclamé une protection après avoir reçu des menaces pour une série d'articles sur la corruption de la police locale, et celui de son collègue [Francisco Romero Diaz](#), qui lui bénéficiait des mesures de sécurité du Mécanisme fédéral de protection et disposait notamment d'une escorte et d'un « bouton de panique », sont particulièrement symptomatiques de [de l'inefficacité des autorités mexicaines](#) à endiguer cette spirale de violences contre la presse.



Mauricio Lezama
© Source : Facebook

Le Honduras, où 2 [journalistes ont été froidement abattus](#) en plein jour, est également dépassé par la corruption et le crime organisé. La Colombie se trouve à nouveau confrontée à ses vieux démons. Après un répit relatif lié à la signature des accords de paix en 2016, le retour des groupes armés sur le terrain, et la reprise des affrontements avec les paramilitaires et l'armée dans de nombreuses zones rurales du pays contribuent à générer des *zonas silenciadas*, des trous noirs de l'information. Le réalisateur et documentariste [Mauricio Lezama a été assassiné alors qu'il réalisait un documentaire](#) sur les victimes du conflit armé.



Néhémie Joseph
© DR

Haïti, qui avait connu une période d'accalmie encore plus longue, retombe aussi dans la tourmente depuis l'été 2018. [L'assassinat de Néhémie Joseph](#), journaliste à [Panic FM](#), et ouvertement critique à l'égard du gouvernement et des autorités locales, s'est produit dans un contexte de vives tensions, alors que de violentes protestations se multiplient à travers le territoire contre le président Jovenel Moïse, empêtré dans des affaires de corruption.

3.4 Manifestations et investigation : les dangers d'aujourd'hui

Haïti n'est pas le seul pays où les journalistes se retrouvent [pris pour cible lors des manifestations](#), au point que 3 d'entre eux ont été blessés, dont [un grièvement](#), ces derniers mois. **Un peu partout dans le monde, l'explosion des mouvements sociaux ou de contestation constitue un véritable défi sécuritaire pour les journalistes.**



Lyra McKee
© Brendan Gallagher,
themarketingphotographer.co.uk

La mort en avril 2019 de la journaliste nord-irlandaise [Lyra McKee, abattue alors qu'elle couvrait une émeute](#) à Derry, a rappelé la vulnérabilité des professionnels de l'information et la difficulté de rendre compte de ces épisodes de colère citoyenne et de grande confusion. Le danger est alors multiforme. Lyra McKee a succombé à un tir d'un membre de l'organisation républicaine dissidente [Nouvelle IRA](#). Au Nigeria, le jeune journaliste **Precious Owolabi**, qui travaillait pour l'une des chaînes les plus populaires du pays, *Channels TV*, a pour sa part été mortellement touché [lors de la dispersion d'une manifestation à Abuja](#). Les policiers avaient fait feu à balles réelles après des heurts avec les manifestants.



Ahmed Hussein-Suale
© Reuters

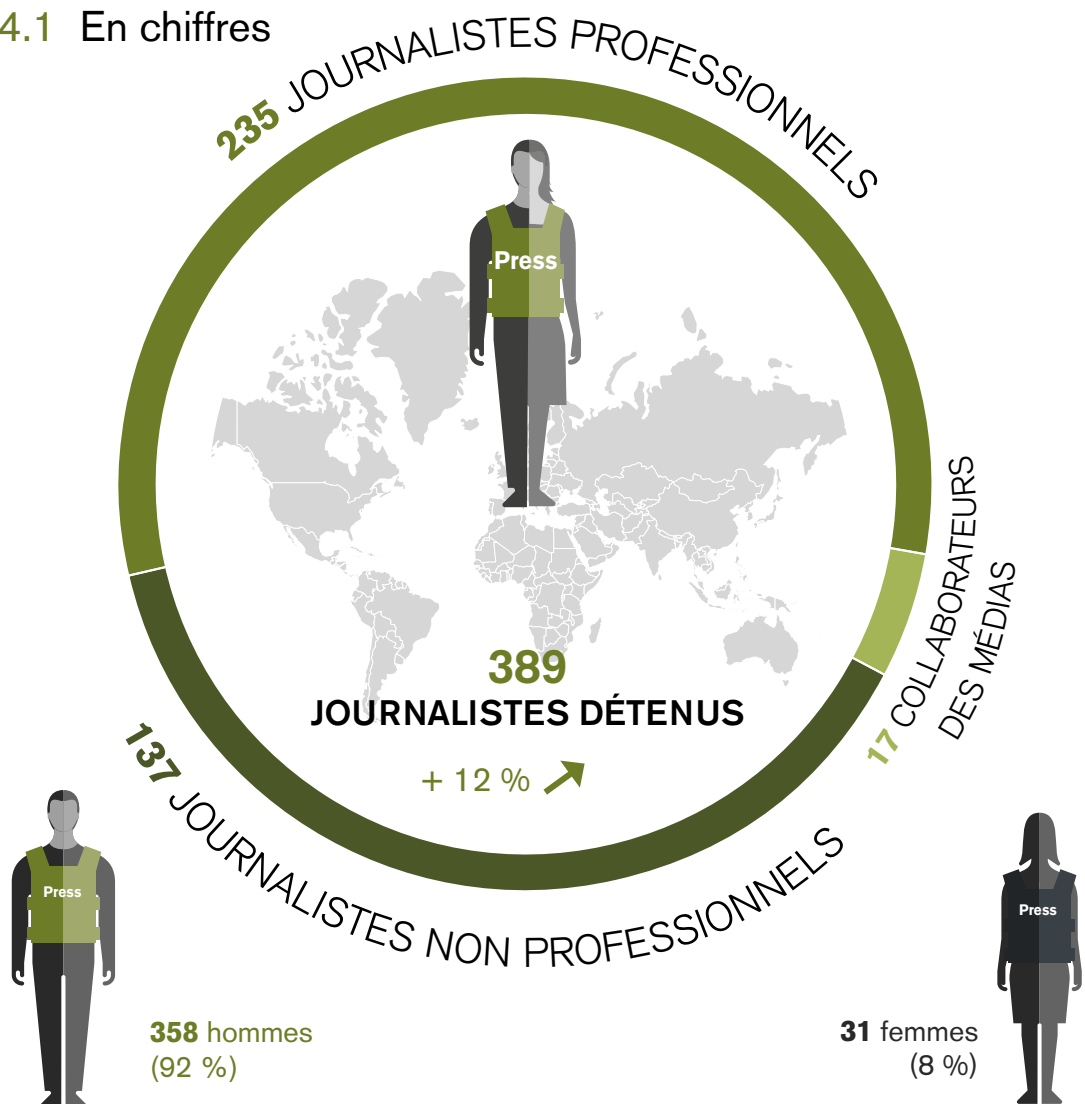
Hors zone de conflit, l'autre grand danger qui guette les journalistes est tout aussi impalpable, bien que plus prévisible : il s'agit du crime organisé. Comme l'a révélé le rapport d'enquête de RSF « [Les journalistes, bêtes noires de la mafia](#) », cette dernière est l'un des pires prédateurs des journalistes d'investigation, dès lors qu'ils s'intéressent d'un peu trop près à ses affaires. C'est ainsi qu'au Ghana, [Ahmed Hussein-Suale a été abattu de trois balles](#) en janvier dernier alors qu'il était en train de rentrer chez lui. Ce journaliste avait notamment participé à la grande enquête sur la corruption dans le football ghanéen, en marge de laquelle plusieurs journalistes de *Tiger Eye* avaient été [menacés dans l'indifférence générale](#).



Vadym Komarov
© Facebook

Au Pakistan, 2 journalistes d'investigation ont également été abattus de sang froid cette année. Le premier, [Ali Sher Rajpar, enquêtait sur un responsable municipal soupçonné de corruption](#). Le second, [Mirza Waseem Baig, avait signé plusieurs reportages sur un groupe mafieux](#) spécialisé dans l'extorsion de fonds auprès d'élus locaux. Criblés de balles à bout portant, les deux journalistes sont morts quasiment sur le coup. Connu pour ses enquêtes sur la corruption locale, le journaliste ukrainien [Vadym Komarov](#), qui avait déjà été la cible de plusieurs tentatives de meurtre, a été victime d'un [violent passage à tabac](#) début mai 2019 et [a succombé à ses blessures, près de deux mois plus tard](#). Malgré l'ouverture d'une enquête, sa mort reste pour l'heure impunie.

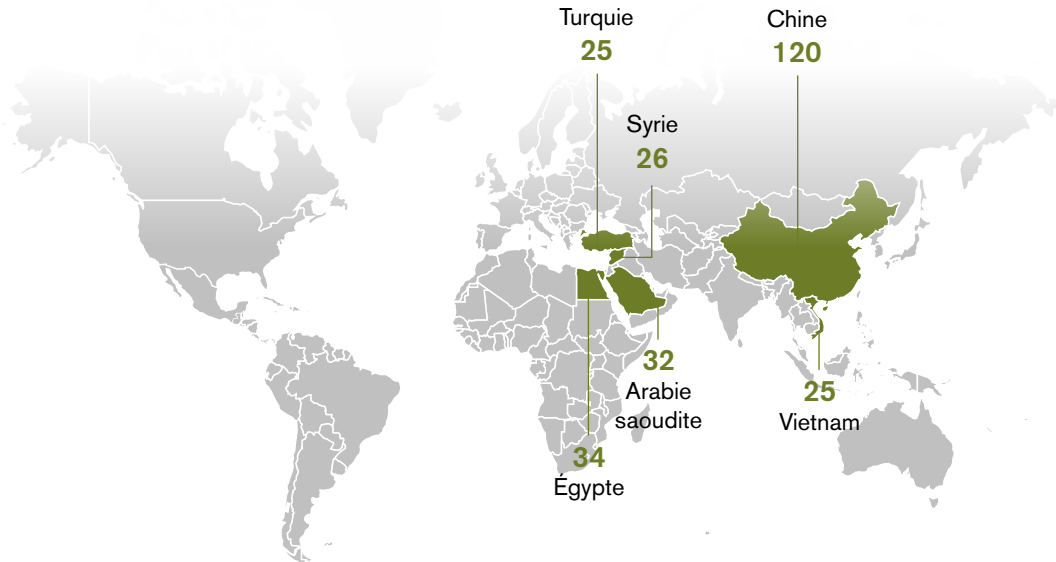
4.1 En chiffres



Le nombre de journalistes détenus à travers le monde ne cesse d'augmenter. **Fin 2019, 389 journalistes se trouvent emprisonnés pour avoir exercé leur métier d'information, soit 12 % de plus** que l'année dernière, qui affichait déjà une progression de 7 % par rapport à 2017. Seul le nombre de journalistes non professionnels emprisonnés est en baisse. La proportion des femmes journalistes sur l'ensemble des détenus reste la même qu'en 2018, à savoir 8 %.

Ce chiffre en hausse est d'autant plus préoccupant qu'il ne comprend pas les journalistes interpellés arbitrairement pendant quelques heures, quelques jours, voire plusieurs semaines. Or les équipes de RSF ont enregistré une multiplication de ce type d'interpellation au cours de l'année écoulée, en raison des manifestations et des mouvements de contestation qui éclatent un peu partout dans le monde, notamment [en Algérie](#), à Hong Kong, où [les agressions de journalistes se multiplient](#), tout comme au [Chili](#) et en [Bolivie](#).

Les plus grandes prisons du monde



Près de la moitié des journalistes prisonniers (186 sur 389) sont détenus dans seulement trois pays : la Chine, l'Égypte et l'Arabie saoudite. La Chine, à elle seule, détient un tiers des prisonniers dans le monde.

4.2 Quand la Chine emprisonne en masse



Soixante-dix ans après avoir pris le pouvoir, **le Parti communiste chinois continue à faire de la Chine la plus grande prison du monde pour les journalistes**. En 2019, le régime de Pékin franchit encore un cran dans le cynisme en publiant [un livre blanc](#) qui dépeint la Chine comme une véritable démocratie tout en doublant, en l'espace d'un an, le nombre de journalistes détenus, qui s'élève désormais à 120.

Plus de 40 % des journalistes emprisonnés sont des non-professionnels qui tentent, malgré une censure croissante des réseaux sociaux, de pallier une presse traditionnelle de plus en plus surveillée et verrouillée. La plupart des nouvelles détentions ont par ailleurs ciblé des journalistes ouïghours, la minorité ethnique musulmane turcophone qui peuple majoritairement la région du Xinjiang, dans le nord-ouest de la Chine.

La répression contre les Ouïghours ne cesse de s'intensifier. Le simple fait de s'être rendu dans le Xinjiang pour rencontrer et former des photographes locaux a valu au célèbre

photojournaliste **Lu Guang** d'être [arrêté](#) à la fin de l'année dernière. Après plusieurs mois de détention, le triple lauréat du World Press Photo a fini par sortir de prison, mais il vit désormais en liberté surveillée dans sa ville natale et a cessé de photographier.

Avant même que ne se multiplient [les camps d'internement dans la province du Xinjiang](#), deux célèbres journalistes ouïgours croupissaient déjà dans les cachots chinois. Condamnée à la prison à vie pour « *séparatisme* » et « *divulgation de secret d'État* », l'ancienne administratrice du site d'information *Salkin*, **Gulmira Imin**, est [détenue](#) depuis dix ans. Le journaliste citoyen **Ilham Tohti**, fondateur du site d'information *Uyghurbiz*, qui s'est vu récemment décerner le [prix Václav Havel](#) du Conseil de l'Europe et le [prix Sakharov](#) du Parlement européen, purge lui aussi depuis cinq ans une peine de prison à vie pour avoir librement commenté l'actualité économique, politique et sociale de la province.

L'arbitraire n'est pas réservé à la province du Xinjiang. Un simple post ironique sur la corruption des cadres du parti ou un dessin satirique sur la situation des droits de l'homme en Chine ont valu au [blogueur Wu Gan](#) et au [caricaturiste Jiang Yefei](#) d'être arrêtés et torturés pour « *incitation à la subversion du pouvoir de l'État* ». Les autorités chinoises ne s'encombrent pas des détails. Un motif vague suffit à jeter un journaliste en prison. **Zhang Jialong**, un ancien journaliste connu pour son [engagement contre la censure](#), est détenu depuis le mois d'août dans la province de Guizhou, au simple prétexte d'avoir « *attisé des querelles et provoqué des troubles* ».

Le fait d'avoir une nationalité étrangère ne protège pas d'une détention arbitraire. C'est ainsi que l'écrivain et commentateur politique australien d'origine chinoise **Yang Hengjun**, [accusé d'espionnage](#), est détenu depuis le début de l'année dans le sud de la Chine et que l'éditeur suédois **Gui Minhai**, [enlevé en Thaïlande en 2015](#), et qui vient de [recevoir le prix de l'association de défense des écrivains PEN](#) au grand dam de Pékin, reste détenu sans jugement pour avoir « *illégalement divulgué des secrets d'État et des renseignements à l'étranger* », et ce en dépit des symptômes d'une grave maladie neurologique.

4.3 L'arbitraire des prisons proche-orientales



Tout au long de l'année 2019, l'Arabie saoudite et l'Égypte se sont disputé la première place de geôlier au Proche-Orient, suivi de près par la Syrie. Les deux premiers pays ont en commun de détenir chacun plus de 30 journalistes et de les laisser croupir en prison après les y avoir jetés arbitrairement. À Riyad comme au Caire, la plupart sont maintenus en détention sans avoir été jugés ou sans qu'aucune charge ne soit retenue contre eux. Sur les 32 [journalistes saoudiens emprisonnés répertoriés par RSF](#), 22 sont privés de liberté sans aucune charge officielle. [En Égypte, sur les 34 journalistes maintenus](#) derrière les barreaux, 30 le sont sans avoir jamais été condamnés.



Raif Badawi
© DR

Quand les procès ont lieu, ils sont souvent iniques, et il n'est pas rare que des journalistes se voient injustement infliger des peines très lourdes. Le blogueur saoudien [Raif Badawi a ainsi été condamné en 2014 à dix ans de prison et 1 000 coups de fouet](#) pour « insulte à l'islam ». En Égypte, le journaliste **Abdel Rahman Shaheen** paye cher sa collaboration avec la chaîne qatarie *Al Jazeera*, honnie par le régime. D'abord condamné à six ans de prison pour appartenance à un groupe terroriste et diffusion de fausses nouvelles, il a été, trois ans plus tard, [condamné à la prison à vie](#) « pour meurtre », [des allégations qu'il a toujours démenties](#).



Esraa Abdel Fattah
© Reuters

La torture est un autre point commun aux deux régimes. Dans les prisons saoudiennes, elle est considérée comme quasiment systématique. En Égypte, la blogueuse [Esraa Abdel Fattah](#) a récemment observé une grève de la faim pour protester contre [la torture et les mauvais traitements subis pendant son interrogatoire](#) après avoir refusé de donner le code de son téléphone portable aux policiers.



Eman al Nafjan
© Twitter

Au-delà d'occuper les plus mauvaises places du Classement mondial de la liberté de la presse, la 161^e pour l'Égypte et la 172^e pour l'Arabie saoudite sur 180, ces deux pays se caractérisent également par la pression constante qu'ils maintiennent sur les journalistes, même après leur libération. À Riyad, la fondatrice du site *SaudiWoman.me*, **Eman al Nafjan**, a été remise en liberté conditionnelle le 28 mars dernier. Depuis, elle n'a toujours pas repris la plume, ni aucune de ses activités publiques. Lauréate du [prix RSF 2019](#) dans la catégorie Courage, elle n'était pas présente à la cérémonie de remise des prix. Eman al Nafjan risque toujours vingt ans de prison.

Avoir été officiellement libéré, mais demeurer à moitié libre, est le sort de nombreux journalistes en Égypte. [Soumis à un contrôle judiciaire strict](#), le photjournaliste [Shawkan](#) doit passer toutes ses nuits dans une cellule de commissariat. Pendant cinq ans, sa liberté est censée être suspendue chaque jour, de six heures du soir à six heures du matin. Ce système de liberté surveillée est une véritable épée de Damoclès. Le blogueur [Mohamed Oxygen](#) a de nouveau été arrêté deux mois après sa remise en liberté conditionnelle. Six mois après sa sortie de prison, le blogueur et défenseur des droits humains [Alaa Abdel Fattah](#), contraint également de se rendre chaque jour au commissariat pour y passer la nuit, [n'est pas ressorti du poste de police depuis le 29 septembre](#). Les deux blogueurs font partie de la [vague d'arrestations](#) qui a suivi, au début de l'automne, le déclenchement d'un mouvement de protestation contre le pouvoir.

En Syrie, RSF a pu recenser 26 journalistes détenus. Un chiffre probablement en deçà de la réalité. Des centaines de journalistes professionnels et de journalistes citoyens ont été arrêtés par le régime, mais leur trace se perd en détention. L'année dernière, le gouvernement de Bashar al-Assad, en mettant à jour l'état-civil, avait reconnu la mort [en détention de centaines de disparus](#), dont celle, notamment, du journaliste [Niraz Saied](#).

La Turquie ou le règne de l'injustice

Même avec un nombre de prisonniers en baisse pour la deuxième année consécutive, la Turquie reste l'une des plus grandes prisons au monde pour les journalistes et un pays où ils restent livrés à l'arbitraire.

Aucune décision de justice ne semble pérenne. À peine sorti de prison après avoir bénéficié d'une [remise en liberté conditionnelle](#), le célèbre journaliste **Ahmet Altan** y a été [renvoyé après que le parquet d'Istanbul a fait appel](#). Mi-septembre, [six journalistes du quotidien Cumhuriyet](#), **Musa Kart, Güray Öz, Hakan Kara, Önder Çelik, Ahmet Şık et Mustafa Kemal Güngör**, ont fait l'objet d'une libération conditionnelle et ont pu finalement [être libérés](#), avant d'apprendre deux mois plus tard qu'ils étaient de nouveau condamnés en seconde instance par la cour d'assises d'Istanbul, contre l'avis de la cour de Cassation. Sur les six autres journalistes de *Cumhuriyet* poursuivis, un seul a été acquitté, **Kadri Gürsel**. Les autres risquent toujours de retourner en prison si leur condamnation est confirmée en appel.

De même, après avoir été initialement acquitté, le représentant de RSF en Turquie, **Erol Önderoğlu**, ainsi que la défenseure des droits humains Şebnem Korur Fincancı et l'éditeur et journaliste **Ahmet Nesin** ont finalement appris que [le parquet, qui avait également fait appel](#), relançait les poursuites contre eux pour avoir participé à [une campagne de](#)

[solidarité avec le journal kurde Özgür Gündem](#).

Certes, des dizaines de journalistes et représentants de médias ont été libérés au cours de l'année, après avoir purgé leur peine ou bénéficié d'une nouvelle décision de justice. Mais une dizaine d'autres ont été contraints à l'exil pour échapper à des procès abusifs.

Les risques de poursuites sont d'autant plus importants qu'en plus des habituelles accusations de « *propagande terroriste, collaboration avec ou appartenance à une organisation illégale* », les journalistes peuvent désormais être également poursuivis pour « *offense envers le président* ». Ce fut notamment le cas d'un journaliste de la ville de Bursa, représentant local de l'Association des journalistes progressistes (CGD), [Ozan Kaplaoglu](#).

À noter qu'au-delà des cas répertoriés par RSF, des dizaines d'autres représentants de la profession sont actuellement emprisonnés et sont poursuivis pour « *affiliation à des structures politiques illégales ou terroristes* ».

4.4 Des prisonniers en grand danger, faute de soins

Dans plusieurs régions du monde, la santé de journalistes emprisonnés est particulièrement préoccupante. Souvent condamnés à des peines très lourdes, voire à la prison à vie, victimes de mauvais traitements, malades et privés de soins, certains sont en train de mourir à petit feu derrière les barreaux.

D'après les informations recueillies par RSF, [au moins 10 journalistes chinois](#) risquent de subir le même sort que le prix Nobel de la paix [Liu Xiaobo](#) et le blogueur [Yang Tongyan](#), morts en 2017 en détention de cancers non soignés. Parmi eux, le journaliste **Huang Qi**, double lauréat du prix RSF, [condamné en juillet dernier à 12 ans de prison en dépit de très graves problèmes de santé](#). Le fondateur du site d'information sur les droits humains *64 Tianwang* souffre de problèmes cardiaques et hépatiques, séquelles de huit années passées en prison ou en camps de travail et de coups et blessures subis en détention. Compte tenu de son état de santé, sa peine équivaut à une condamnation à mort.

La situation du célèbre journaliste d'investigation azerbaïdjanais **Afgan Moukhtarly** est tout aussi alarmante. Bien que diabétique et sujet à de l'hypertension, il a observé, fin septembre, [une grève de la faim pour protester contre le traitement arbitraire](#) dont lui et son avocat étaient victimes en prison. Son état de santé l'a contraint à se réalimenter rapidement, mais il ne bénéficie toujours pas d'un accès normal aux soins.

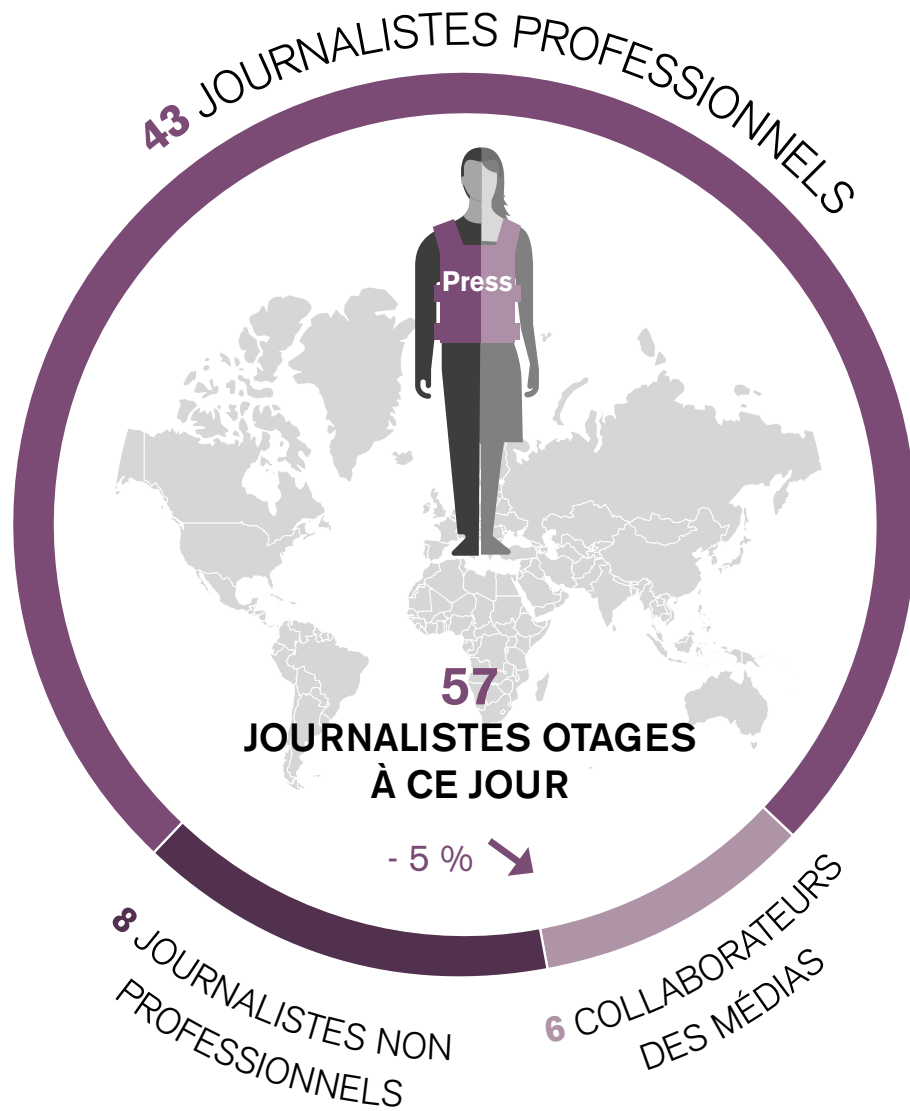
Le défaut de soin est aussi une constante des prisons iraniennes, comme le rappelle le cas de la [militante des droits humains Narges Mohammadi](#). En mai 2019, cette journaliste a été [renvoyée dans sa cellule après avoir subi une lourde intervention chirurgicale](#), et ce malgré un avis défavorable de ses médecins. Non seulement les autorités judiciaires et pénitentiaires ont refusé qu'elle reste hospitalisée, mais son mari a constaté, une semaine après que sa femme a été opérée d'une hystérectomie, qu'elle était aussi privée de traitement antibiotique et de médicaments. Un examen médical a révélé que l'infection s'était propagée.

En Tanzanie, le journaliste d'investigation [Erick Kabendera](#), arrêté le 29 juillet dernier, souffre de problèmes respiratoires et présente des signes de paralysie au niveau des jambes qui l'empêchent de marcher correctement. Plusieurs de ses proches craignent que la détérioration de son état de santé soit liée à son incarcération.

Toujours sur le continent africain, deux rapports médicaux constatent que l'état de santé de l'ancien directeur général de la radiotélévision publique camerounaise, **Amadou Vamouké**, incarcéré et jugé pour des crimes économiques jamais établis par l'accusation, [nécessite une évacuation sanitaire](#) et une hospitalisation dans un centre de soins et d'exams spécialisés. Consulté pour avis, un neurologue de l'hôpital américain à Paris a confirmé que le journaliste âgé de 69 ans présentait « *un tableau déficitaire des deux membres, sévère et évolutif* ». Une « *hospitalisation en France* » a été préconisée, en vain.

Au Vietnam, à l'inverse, ce sont des soins forcés et non nécessaires qui sont en train de faire mourir à petit feu **Lê Anh Hùng**. Pour avoir refusé de coopérer avec les autorités et protesté contre sa [détention provisoire prolongée](#) par une grève de la faim, le journaliste critique a été transféré en avril 2019 dans un hôpital psychiatrique, où il a été bourré de puissants neuroleptiques et nourri de force par sonde nasogastrique provoquant des saignements du nez et de la bouche. Sa mère a tiré la sonnette d'alarme, sans succès. Début novembre, elle a appris que les injections et la dose de médicaments avaient été doublées, enfermant un peu plus chaque jour Lê Anh Hùng dans une dangereuse prison chimique.

5.1 En chiffres

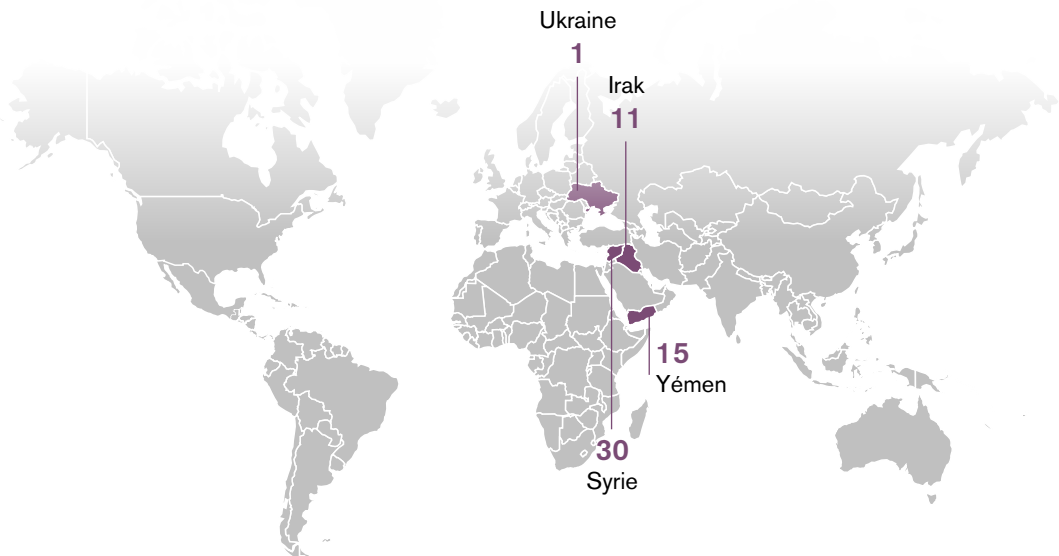


52
otages
locaux
(91 %)



5
otages
étrangers
(9 %)

Les pays à haut risque



Les principaux preneurs d'otages



Au moins 57 journalistes sont actuellement détenus comme otages dans le monde, soit un nombre quasi identique à celui de l'année dernière. Ce chiffre stable révèle l'absence d'évolution. Les otages se concentrent toujours dans les quatre mêmes pays (la Syrie, le Yémen, l'Irak et l'Ukraine), et il n'y a eu aucune libération notable cette année malgré d'importants changements en Syrie, ce qui fait craindre le pire pour nombre d'entre eux.

Journaliste otage : RSF considère qu'un journaliste est otage à partir du moment où il se trouve entre les mains d'un acteur non étatique qui menace de le tuer, de le blesser ou de continuer de le détenir afin de faire pression sur une tierce partie (un État, une organisation ou un groupe de personnes) dans le but de la contraindre à accomplir un acte particulier. La prise d'otage peut avoir un mobile politique ou/et économique lorsqu'elle implique le versement d'une rançon.

5.2 Des otages lourdement condamnés

Si le groupe État islamique (EI) ou les différents groupes armés radicaux se servent principalement de leurs otages comme monnaie d'échange ou support de propagande, les milices houthies au Yémen ou les autorités autonomes non reconnues de l'est de l'Ukraine traitent également leurs otages comme des prisonniers coupables de crimes et qu'il faut punir lourdement.

C'est ainsi que [10 journalistes yéménites détenus depuis 2015 par les Houthis risquent la « peine de mort »](#). Après plus de trois ans de détention dans des conditions déplorables et des aveux forcés, ces journalistes qui travaillaient pour des médias considérés comme proches du parti Islah ont appris qu'ils étaient accusés de « *collaboration avec l'ennemi* » par le Tribunal pénal spécial houthi, une accusation passible de la peine capitale. Leur simulacre de procès, qui devait initialement se dérouler en mars dernier, n'a finalement pas encore eu lieu, mais les 10 journalistes restent détenus dans des lieux inconnus, quelque part dans Sanaa, la capitale yéménite, toujours sous contrôle des forces rebelles.



Stanislav Asseïev
© Vlneslovo.com

En Ukraine, le journaliste **Stanislav Asseïev**, plus connu sous le nom de Stanislav Vassine, a pour sa part été [condamné à quinze ans de colonie pénitentiaire](#) par les « autorités » de la République autoproclamée de Donetsk. Le journaliste est aux mains des séparatistes pro-russes depuis juin 2017. Après leur prise de pouvoir, au printemps 2014, il était l'un des rares indépendants à être restés sur place. Il collaborait avec le service local de *Radio Free Europe / Radio Liberty (RFE/RL)* et plusieurs journaux ukrainiens pour raconter le quotidien de cette zone contrôlée par les séparatistes. Aucun observateur extérieur n'a pu avoir accès à l'otage ou assister à sa parodie de procès, à l'issue duquel il a été reconnu coupable d'« *espionnage* », d'organisation « *d'une communauté extrémiste* » et d'incitation à la « *violation de l'intégrité du territoire* ».

Seule leur d'espoir, ses collègues et amis espèrent sa libération prochaine à l'occasion d'un échange de prisonniers entre le gouvernement ukrainien et la République autoproclamée.

5.3 Le calvaire sans fin des otages en Syrie

Avec 30 journalistes toujours aux mains de leurs ravisseurs, la Syrie reste la pire usine à otages du monde. Seul l'un d'entre eux, **Fateh Aslan**, n'a été privé de liberté que quelques mois. Enlevé à la fin du mois d'août 2019 par le groupe djihadiste Hayat Tahrir al-Cham (HTS) dans la région d'Idlib, il a été libéré moins de deux mois plus tard contre la promesse de ne plus travailler pour son média d'information en ligne, *Step Feed News*, jugé « contraire à la révolution ». Pour les autres, le calvaire ne fait que se prolonger.

Leur sort est aussi des plus incertains. Seuls les ravisseurs du photojournaliste sud-africain **Shiraz Mohamed**, enlevé début 2017 à la frontière turque, ont transmis des preuves de vie de leur otage, et ce à deux reprises cette année. En avril, [le photographe renouvelait dans un enregistrement une demande de rançon](#). En août, dans une nouvelle vidéo, Shiraz Mohamed, cette fois rasé de près et vêtu de la combinaison orange portée par les prisonniers de Daesh, lançait [un vibrant appel à la communauté internationale pour intervenir en sa faveur](#) et demandait à l'ONG pour laquelle il était parti en Syrie, la fondation sud-africaine Gift of the Givers, de tout faire pour obtenir sa libération.

Aucune nouvelle en revanche des autres otages, dont certains ont été enlevés il y a sept ans. C'est le cas notamment du reporter britannique **John Cantlie**, tragiquement instrumentalisé par ses ravisseurs. Sa dernière apparition sur une vidéo de propagande tournée à Mossoul remonte à fin 2016. Depuis, plus rien, si ce n'est des rumeurs qu'il serait toujours en vie malgré la chute du califat de l'État islamique après la reconquête, au début de l'année, de leur dernier bastion, le village de Baghouz, à l'est de la Syrie.

Il n'y a pas eu davantage d'informations sur le journaliste mauritanien **Ishak Moctar** et le caméraman libanais **Samir Kassab**, qui travaillaient pour la chaîne *Sky News Arabia* et qui auraient été aperçus vivants pour la dernière fois dans la province de Raqqa, trois ans après leur enlèvement en octobre 2013 par des membres de l'EI. Au printemps, [la fiancée de Samir Kassab a démenti avoir été informée de son décès](#), mais elle explique qu'un représentant du ministère libanais des Affaires étrangères lui a signifié qu'en l'absence de preuves, « la probabilité qu'il soit toujours en vie est égale à celle qu'il ait été tué »...

La famille du journaliste américain **Austin Tice**, arrêté à un poste de contrôle à Damas le 14 août 2012 et disparu depuis, tente aussi tant bien que mal d'obtenir des informations. La [récompense d'un million de dollars promise l'année dernière par les autorités fédérales américaines](#) pour tout élément qui permettrait de retrouver la trace du collaborateur du *Washington Post* et de *McClatchy News* n'a toujours pas permis de faire la lumière sur son sort. À défaut, pour marquer le 38^e anniversaire de leur fils, Debra et Marc Tice ont annoncé le 11 août dernier le [lancement d'une nouvelle campagne](#), « Ask About Austin » (« Demandez des nouvelles d'Austin »), pour encourager les citoyens américains à interpeller leurs représentants au Congrès et le secrétaire d'État Mike Pompeo pour garantir son retour en toute sécurité.

LES JOURNALISTES **DISPARUS**

Aucun journaliste n'a été porté disparu au cours de l'année 2019.

RSF considère qu'un journaliste est porté disparu lorsqu'il n'y a pas suffisamment d'éléments pour déterminer s'il a été victime d'un homicide ou d'un enlèvement, et qu'aucune revendication crédible n'a été diffusée.

LES ACTIONS DE RSF

L'année écoulée a été marquée par des libérations emblématiques, comme celle du photjournaliste égyptien [Shawkan](#), du blogueur mauritanien [Mohamed Cheikh Ould Mohamed Mkhaitir](#) ou encore celle, en Birmanie, des deux journalistes de Reuters, [Kyaw Soe Oo](#) et [Wa Lone](#), pour lesquels les équipes de RSF se sont fortement mobilisées. La [campagne #MyPicForShawkan](#) a été massivement relayée par la communauté des photographes et des journalistes sur les réseaux sociaux du monde entier.

En Birmanie, la cheffe du gouvernement Aung San Suu Kyi a été [directement interpellée par RSF](#), et [une pétition](#) a été lancée pour sensibiliser l'opinion publique sur le sort des deux journalistes de Reuters. Quant à la libération de Mohamed Cheikh Ould Mohamed Mkhaitir, elle est le fruit d'une constante [mobilisation internationale](#), à laquelle RSF a contribué pendant six ans aux côtés des avocats du blogueur et d'autres ONG.

C'est également pour obtenir la libération d'au moins 30 journalistes saoudiens qu'une délégation de RSF, menée par son secrétaire général Christophe Deloire, a organisé [une mission sans précédent en Arabie saoudite](#) au printemps dernier. L'objectif était d'engager des discussions directes avec les officiels du gouvernement pour tenter de mettre fin à la [détention arbitraire des journalistes saoudiens](#). Parallèlement, RSF a maintenu la pression sur le royaume saoudien. Pour commémorer l'assassinat du journaliste **Jamal Khashoggi** le 2 octobre 2018 à Istanbul, des manifestations ont été organisées à Washington, Berlin et Madrid. À Paris, [des dizaines de simulacres humains démembrés](#) ont été déposés devant le consulat d'Arabie saoudite.

Que ce soit pour sortir un journaliste de prison ou d'un pays en guerre, l'engagement de Reporters sans frontières a été déterminant en 2019. Après des mois de négociations et d'actions de plaidoyer auprès de plusieurs gouvernements européens, RSF, en coordination avec son partenaire le Syrian Center for Media and Freedom of Expression (SCM) et le Committee to Protect Journalists (CPJ), est parvenu à évacuer 30 journalistes de la région de Deraa, dans le sud de la Syrie, où ils étaient en grand danger en raison de l'avancée des troupes du régime de Bachar al-Assad.

Au-delà du soutien apporté quotidiennement aux journalistes, médias et organisations locales par des actions de protection, d'assistance juridique et de renforcement des capacités, RSF agit également pour rendre justice aux journalistes assassinés. À Malte, deux ans après le meurtre de Daphné Caruana Galizia, l'organisation a renouvelé les [appels à la justice](#) et souligné la nécessité d'une action concrète face à la détérioration générale du climat de la liberté de la presse dans le pays. Au Mexique, où le taux d'impunité des crimes commis sur les journalistes dépasse les 90 %, RSF a [saisi la Cour pénale internationale \(CPI\)](#) sur l'impunité des assassinats et disparitions de journalistes entre 2006 et 2018.

LES ACTIONS DE RSF

En 2019, RSF a aussi lancé une nouvelle campagne en Afghanistan pour amener les protagonistes des pourparlers de paix à s'engager à garantir la liberté de la presse, comme « [instrument incontournable d'une paix juste et durable](#) ». Parallèlement, la campagne [#ProtectJournalists](#) initiée par RSF en faveur de la création d'un « protecteur des journalistes », avec la nomination d'un Représentant spécial du secrétaire général des Nations unies pour la sécurité des journalistes, a continué de gagner des soutiens à travers le monde.